

Comment la fonction publique est passée en temps réel au télétravail

DÉCRYPTAGE. Pris de court par la crise du coronavirus, l'État a mis en urgence des millions d'agents publics en télétravail alors qu'aucun outil spécifique n'était en place. Alors, pour assurer la continuité du service public, l'administration française a fait appel à Wimi, une entreprise française, pour déployer Plano, une application dédiée aux fonctionnaires confinés.

Continuez à recourir au télétravail au maximum de ce qui est possible ». La consigne vient du sommet de l'État français. Dans son discours du 7 mai dernier, dans le cadre du plan déconfinement, la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a même annoncé la publication d'un « guide spécial du télétravail » pour accompagner les employeurs peu familiers avec ce type d'organisation. Alors qu'un actif sur cinq pratique le télétravail à temps plein depuis le confinement, selon un sondage Odoxa-Adviso Partners réali-

sé pour *Franceinfo*, *France Bleu* et *Challenges*, quel chemin parcouru pour ces millions de salariés assignés à résidence, et y compris dans la fonction publique. « À la mairie de Plougastel-Daoulas dans le Finistère (29), nous sommes passés au télétravail "dans les conditions du direct". En quelques heures le mode de travail a basculé, sans que nous ayons pu y réfléchir au préalable. Les agents concernés sont partis avec leurs dossiers sous le bras et le matériel nécessaire lorsqu'ils n'étaient pas équipés chez eux. Et le plongeon dans le grand bain s'est fait sans réfléchir. En quelques heures, l'équipe informatique a édité un « mode d'emploi » et assuré tout au long du confinement une assistance téléphonique. Et ça fonctionne », raconte le DGS de la ville, Ouahba Bouziane. La mairie de Plougastel-Daoulas n'est pas un cas isolé. Toutes les administrations se sont mises en ordre de marche pour assurer la continuité de tout ou partie de leur activité, même si parfois cela n'a pas été simple. « Si une grande partie des 5,5 millions de fonctionnaires sont passés du jour au lendemain au travail à distance, beaucoup n'étaient pas équipés. C'est pourquoi, nous avons



déployé pour l'État une solution de télétravail, Plano, spécifique pour la fonction publique, en quelques jours » raconte Antoine Duboscq, président de Wimi. Et d'ajouter : « Wimi est une entreprise fondée en 2010, spécialiste du travail collaboratif et à distance. Depuis plusieurs mois, nous travaillions déjà à une solution de télétravail pour les fonctionnaires d'État qui n'était pas totalement aboutie. Car seulement 5% des agents des ministères pratiquaient le travail à distance avant le confinement. Et en quelques heures, tout a basculé.

EN QUELQUES HEURES LE MODE DE TRAVAIL A BASCULÉ, SANS QUE NOUS AYONS PU Y RÉFLÉCHIR AU PRÉALABLE.

Ouahba Bouziane, DGS de Plougastel-Daoulas.



Nous avons fait aboutir notre offre et selon nos informations, plus de 4000 comptes ont déjà été créés les tout premiers jours du confinement. »



LA FONCTION PUBLIQUE N'ÉTAIT PAS PRÊTE POUR LA RÉVOLUTION DU TRAVAIL À DISTANCE.

Antoine Duboscq, président de Wimi.



souveraineté numérique que de cybersécurité, qui pose tout un ensemble de défis auxquels on a été

RETOUR SUR IMAGES

Du coup, pour faire face à cette révolution des modes d'organisations et de travail, la fonction publique a eu besoin de s'appuyer sur le secteur privé pour rendre le système opérationnel en seulement quelques heures. « La fonction publique n'était pas prête pour la révolution du travail à distance.

Aussi bien en matière de

PLANO est un service qui vous permet de gérer tous vos projets et activités en mode collaboratif.



PLANO

Email

Mot de passe

Mot de passe oublié ?

[Connexion](#)

Vous souhaitez bénéficier d'un accès à Plano ?
Contactez-nous à plano.dinum@modernisation.gouv.fr



Pour faire face à la révolution des modes d'organisations et de travail, la fonction publique a eu besoin de s'appuyer sur le secteur privé.



La collaboration agile et souveraine

obligés de répondre un peu dans l'urgence », explique Antoine Duboscq. Or lorsque le coronavirus a enfermé les Français chez eux, il n'existait alors aucune plateforme globale conçue spécifiquement pour les fonctionnaires. « Certes, certains ont recours à Tchap, la messagerie sécurisée mise en place en 2019, avec chiffrement des données et hébergement sur des serveurs en France. Mais d'autres utilisent des VPN surchargés et des outils grand public comme WhatsApp, Skype ou encore Zoom, une application en plein boom depuis le confinement. Or bon nombre de fonctionnaires des ministères travaillent sur des projets sensibles. Skype, Whatsapp et d'autres applications du même genre ne sont pas des outils professionnels, donc pas forcément sécurisés. Ce qui augmente

le risque de fuites de données sensibles », prévient Antoine Duboscq. Et d'ajouter, « surtout, ce sont des outils américains. Confier les données des administrations publiques à une puissance étrangère n'est pas dans notre intérêt stratégique ».

UN DÉPLOIEMENT QUI VA BON TRAIN

Wimi a donc achevé en dix jours un projet entamé il y a plusieurs temps déjà, mais qui aurait sans doute mis des mois peut-être même des années, à voir le jour dans des conditions normales. « Cette plateforme collaborative fonctionne en mode "projets", qui permet le partage des documents, des tâches et des messages. Grâce à cet outil, les agents de l'État peuvent échanger, réaliser des visioconférences et des vidéoconférences. S'y greffent

l'agenda partagé et bientôt la coédition de documents. Le tout dans un environnement sécurisé », décrit Antoine Duboscq. Et de compléter, « c'est une application qui a été pensée spécifiquement pour la fonction publique à partir de notre logiciel existant, déjà utilisé par des entreprises privées et publiques ». Si pour l'heure, Plano est réservé aux ministères, à l'administration centrale et aux services déconcentrés de l'État, par exemple les préfectures et les centres des impôts, très vite, les collectivités territoriales et l'hôpital pourront également y avoir accès. Car Plano a vocation à perdurer après la fin du confinement pour « instaurer un mode de collaboration plus agile dans la fonction publique ». Et en toute confiance.

■ Danièle Licata ■